

La France découvre la démocratie sociale

Seulement quatre mois après l'élection présidentielle, la presse hebdomadaire se déchaîne contre le nouveau président. On lui reproche d'être hésitant, d'avancer lentement, de trop concerter, d'accepter trop de concessions. Comment peut-on expliquer cette avalanche de critiques ?

D'après la définition de Paul Ricoeur, une société est dite démocratique si « *elle se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêt et se fixe comme modalité, d'associer à parts égales chaque citoyen dans l'expression de ces contradictions, l'analyse de ces contradictions et la mise en délibération de ces contradictions, en vue d'arriver à un arbitrage* ». Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le premier représentant du peuple, consulte, doute, hésite puis arbitre, processus qui peut prendre du temps. De même, il n'est pas choquant qu'un programme politique, réalisé par un parti pour une campagne présidentielle avec peu de concertation, soit amendé lors de sa mise en œuvre, suite aux différentes consultations. Nous assistons ici au processus normal de la démocratie.

Or la France est peu habituée à ce processus. Traditionnellement la communication politique française, imbibée de culture monarchique et bonapartiste relève plus du despotisme que de la démocratie. De nombreux citoyens ne cherchent pas un représentant mais un chef, un père. Chez ces personnes, la perception de doute chez leurs gouvernants, et, en particulier, chez le premier d'entre eux, peut générer de l'anxiété. Ainsi, qu'importe si le président se contredit du jour au lendemain, s'il franchit la limite de la légalité, s'il se trompe, s'il ment, s'il doute en privé, s'il négocie en cachette, le plus important est de l'entendre parler avec autorité, fermeté, sans l'expression du moindre doute, de sentir que tous les éléments sont sous contrôles. On comprend ainsi pourquoi une banale hésitation à l'Élysée, peut engendrer un tel déferlement médiatique.

La France est en train de quitter un mode communication autoritaire de la part des gouvernants pour un mode de communication plus démocratique. Cette petite révolution se trouve très anxiogène pour certains. Mais, ce ne doit pas être une raison pour s'arrêter. Les médias doivent arrêter de rechercher du sensationnel pour se concentrer sur leur rôle : contrôler l'exécutif, informer les citoyens et animer les débats.